



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

ArcelorMittal

Question au Gouvernement n° 625

Texte de la question

ARCELORMITTAL

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Jacobelli.

M. Laurent Jacobelli . Monsieur le ministre chargé de l'industrie, ou de la désindustrialisation devrais-je dire, ArcelorMittal, numéro un mondial de l'acier, s'apprête à supprimer 634 postes en France pour les relocaliser en Inde ou en Pologne.

M. Frédéric Weber . Quelle honte !

M. Laurent Jacobelli . À Florange, dans ma circonscription, ce sont jusqu'à 200 salariés qui sont menacés de perdre leur emploi. Quelle ingratitude envers ceux qui ont façonné notre territoire et forgé notre industrie ! Ce sont leurs mains qui ont coulé l'acier de la flamme olympique, cette flamme que vous brandissez à chaque occasion comme un trophée tout en abandonnant ceux qui l'ont fabriquée.

La sidérurgie est l'âme de la Moselle, comme elle l'est de tant de bassins industriels que, de Dunkerque à Fos-sur-Mer, vous avez sacrifiés sur l'autel de la mondialisation sauvage. ArcelorMittal, gavé d'argent public, prend bien sûr la décision, car les grands groupes n'ont pour seule patrie que le profit, mais c'est vous qui avez versé l'argent public...

M. Jean-François Coulomme . Vous, l'argent public, vous l'avez volé !

M. Laurent Jacobellisans exiger la moindre contrepartie en matière d'emploi ou de localisation. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Pire encore, vous avez ouvert les vannes des importations depuis la Chine, étranglé nos industries par des prix de l'énergie non compétitifs et étouffé la production française sous un déluge de normes absurdes, avec comme mantra le dogme de la décarbonation pour satisfaire les nostalgiques de la bougie, qui vous fascine tant.

Oui, vous êtes ici tous coupables de quarante années de renoncement, de mauvais choix et d'abandon. (*M. Inaki Echaniz s'exclame.*) L'histoire vous jugera ! Si elle est clémente, elle vous accusera de non-assistance à industrie en danger ; si elle est objective, de crime avec préméditation contre notre sidérurgie. Il est encore temps de reconnaître vos erreurs et de prendre des décisions. Quelles actions concrètes mènerez-vous pour sauver la sidérurgie française ? (Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie.

M. Marc Ferracci, *ministre chargé de l'industrie et de l'énergie* . Le discours du Rassemblement national sur

l'industrie a le mérite de la constance : il instrumentalise les difficultés des entreprises...

M. Alexandre Dufosset . C'est faux !

M. Marc Ferracci, *ministre*et la détresse des salariés (*Exclamations sur les bancs du groupe RN*), sans proposer aucune solution et surtout sans saisir les causes profondes des difficultés de notre industrie sidérurgique.

M. Emeric Salmon . C'est votre politique !

M. Marc Ferracci, *ministre* . Lorsque vous discutez avec les sidérurgistes et les organisations syndicales, vous comprenez que ces causes profondes se situent, par exemple, dans la concurrence déloyale des Chinois. Que faisons-nous pour lutter contre elle ? (« Rien ! » *sur les bancs du groupe RN.*) Les annonces de la France au sujet des propositions qu'elle a défendues devant la Commission européenne vous ont sans doute échappé. Le 19 mars, la Commission a présenté un plan d'action pour l'industrie sidérurgique et annoncé le renforcement des mesures de sauvegarde. Il s'agit de taxer l'acier chinois aux frontières de manière plus efficace, car il est fortement carboné. Les réponses sont sur la table, mais elles ne suffiront pas si elles ne sont pas soutenues par un travail collectif, par une prise de conscience générale et par la mobilisation de tous les élus des territoires touchés par des restructurations. Les élus de Dunkerque et des sites concernés par les annonces d'ArcelorMittal avec lesquels je discute en sont conscients : la seule manière de maintenir les emplois en France et de protéger notre souveraineté dans le secteur de l'acier est d'innover et d'investir.

M. Frédéric Weber . Des mots !

M. Marc Ferracci, *ministre* . Or l'État est au rendez-vous pour soutenir l'investissement. Vous dites que les aides accordées à ArcelorMittal l'ont été sans aucune contrepartie, ce qui est faux : les aides sont versées à condition que des investissements soient réalisés ; quand ce n'est pas le cas, comme à Dunkerque, les aides sont suspendues. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

Il ne faut pas raconter des histoires aux gens mais considérer les problèmes tels qu'ils sont. La protection commerciale et le soutien aux investissements : voilà des leviers pour soutenir nos emplois et protéger nos territoires.

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Jacobelli.

M. Laurent Jacobelli . Vous me rappelez François Hollande, en 2012, sur sa camionnette à Florange.

M. François Hollande . Bien sûr !

M. Laurent Jacobelli . Avant de trahir les sidérurgistes, il faisait des promesses... Décidément, vous êtes tous les mêmes ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Jacobelli](#)

Circonscription : Moselle (8^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 625

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et énergie

Ministère attributaire : Industrie et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2025